

LE JOUR, 1950

6 JUIN 1950

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT EN SYRIE

La Syrie a un gouvernement qui, moins que celui qui l'a précédé, devrait chercher l'aventure ; pour précaire qu'elle soit, la combinaison peut apporter un répit avec l'équilibre relatif qu'elle représente. Un militaire à la Défense, un technicien aux Finances, c'est déjà quelque chose pour que le désordre ne règne pas entre le Sinjar et l'Hermon. Et, du moment que sa présence dans la politique est de toute façon inévitable, mieux vaut encore que l'armée soit ouvertement dans la place.

Pour le reste ce sera l'attente. Car les données du problème demeurent entières et les circonstances aussi troubles et difficiles. Pour donner à la Syrie de meilleures chances, il faudrait renoncer délibérément à une suite d'illusions et d'erreurs, rebrousser chemin par rapport aux plus récentes positions de doctrine plus aventurées les unes que les autres, tenir compte davantage du positif et du réel.

Le rôle que joue la Syrie en ce moment est, sur le plan international, encore plus considérable qu'on ne pense. Agitée, discutée, convoitée, elle éveille autour d'elle autant de désirs que d'appréhensions. A une échelle réduite, elle a hérité des inquiétudes et des dangers de l'Empire ottoman. Depuis qu'on parle de sa fusion contre nature avec l'Irak, depuis qu'on parle de sa fusion mortifiante avec la Jordanie, des appétits de plus en plus grands se manifestent autour d'elle. Il suffit de considérer sur la carte, du nord au sud, les voisins qui l'entourent, pour s'assurer que sa situation n'a rien de confortable. La Turquie, l'Irak, la Jordanie, Israël, pour ne rien dire d'appétits plus distants, cela fait autant d'intentions obscures ou perverses, autant de regards indiscrets sur cette Syrie que son histoire défend si mal contre les tentations.

Indiscutablement, le Liban reste pour la Syrie le voisin le plus désintéressé, le plus sûr ; mais c'est bizarrement à nous que la Syrie, tous ces derniers temps, a cherché querelle : c'est de notre côté et contre nous qu'elle a mené sa propagande et multiplié les assauts.

Le Liban est par bonheur un petit pays solide qu'il n'y a pas de témérité à comparer à sa montagne. C'est un pays où l'individualisme va loin sans doute, mais où le sens politique est profond et le bon sens extrêmement répandu. Les Libanais connaissent leur passé même le plus lointain et réagissent en connaissance de cause ; depuis que les économistes annoncent leur mort, ils n'ont fait que prendre des couleurs et affirmer leur vitalité. Et leur patience est célèbre.

Peut-être verra-t-on de nouveau à Damas combien il est utile et sage de s'appuyer un peu sur nous dans les circonstances dramatiques que la Syrie traverse ; peut-être comprendra-t-on l'extrême imprudence et l'extrême injustice d'une attitude à notre égard que rien ne justifie.

Il y a, entre nous et la Syrie, quelques problèmes en cours. Peut-être le Gouvernement de M. Nazem Koudsi voudra-t-il, sans rien modifier au fond des choses, les rendre moins épineux. Dans la mesure où la Syrie souhaitera, entre elle et nous, un retour aux normes, dans la même mesure elle se verra l'esprit libre pour défendre son indépendance et son avenir contre des périls accumulés.

Au Liban, aujourd'hui comme hier (et demain), on est compréhensif et plein de bonne volonté ; pour des raisons élémentaires, on veut le bonheur de la Syrie, alors qu'on ne sait pourquoi elle veut moins le nôtre.

Si c'est un acte de modestie que la Syrie attend de nous, volontiers nous lui rappellerons qu'on a souvent besoin d'un plus petit que soi ; mais nous lui rappellerons en même temps que la puissance d'un pays et son avenir ne se mesurent pas seulement au chiffre de sa population et à l'étendue de son territoire.

Si les Syriens le voulaient nous pourrions leur être fort utiles. Il ne dépend que d'eux d'orienter différemment leur politique et leurs efforts.